



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

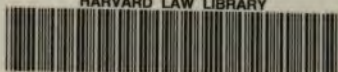
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

HARVARD LAW LIBRARY



3 2044 097 732 564

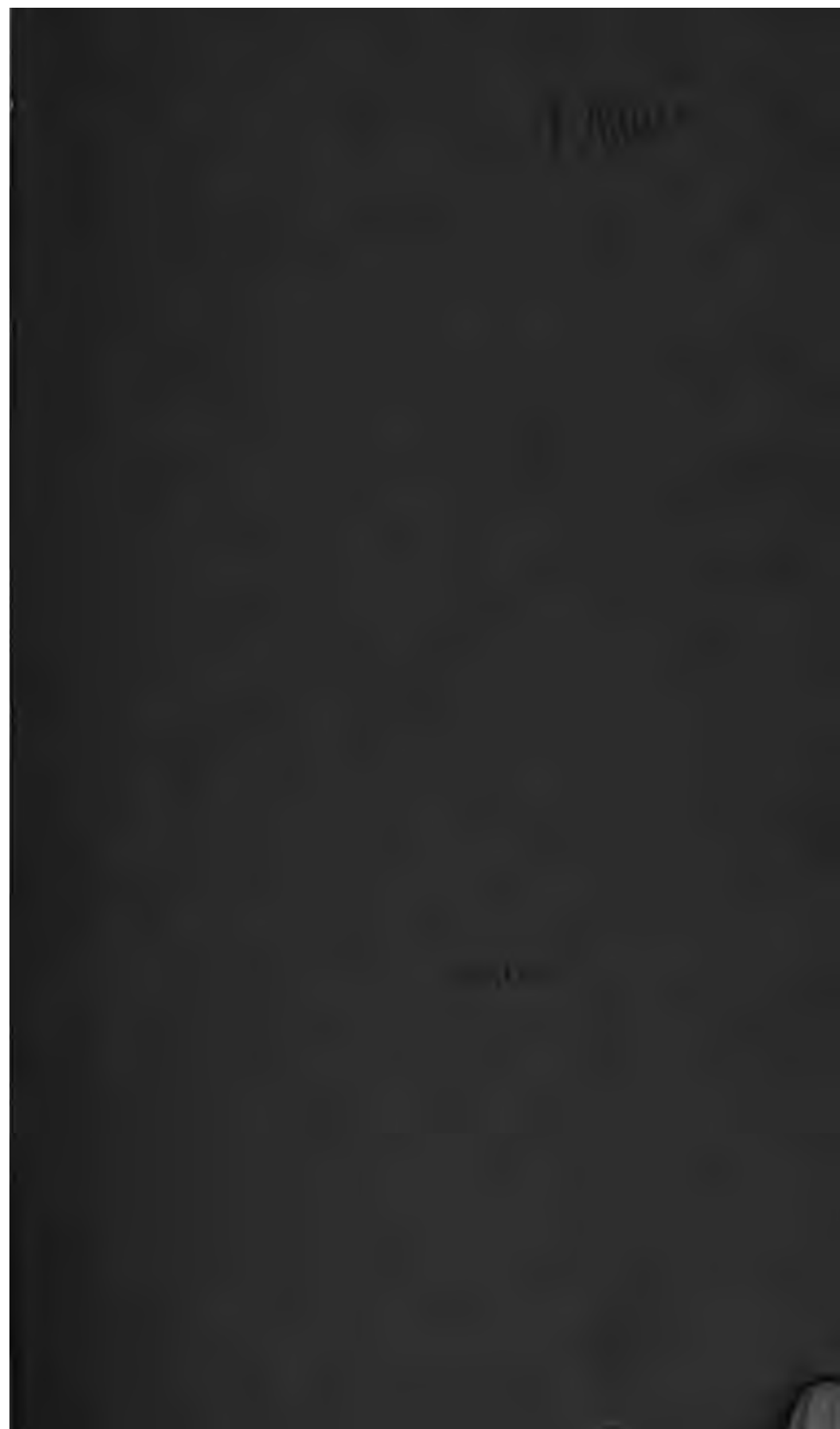
Darvete
Droit Romain





HARVARD LAW LIBRARY

Received *Jan 1, 1921*





233

NOUVEAUX TEXTES
DE
DROIT ROMAIN

PAR
RODOLPHE DARESTE

MEMBRE DE L'INSTITUT

(Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit
français et étranger.*)

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS
FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL
22, Rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

—
1898

NOUVEAUX TEXTES

DE

DROIT ROMAIN

que donnent les Mss. paraît être une faute de copiste. On a proposé de lire xx. Mitteis propose xxv.

L'*oratio* discute la question de savoir s'il y a lieu d'ajouter à la liste comprenant cinq décuries (la cinquième a été créée par Caligula) (1) les mineurs de xxv ans.

L'empereur consent, non sans hésitation, à ce que ces mineurs soient portés sur la liste, mais à une condition toutefois, c'est que lesdits mineurs ne pourront être donnés comme récupérateurs avant l'âge de vingt-quatre ans. Les récupérateurs jugeaient les questions de liberté et de servitude. Ceux qui doivent être admis à juger de si graves questions sont ceux qui dans leurs procès personnels ne sont pas protégés par la loi *Laetoria*.

Dans ce système les mineurs dont il s'agit peuvent être juges à partir de l'âge de vingt ans, mais ne peuvent être récupérateurs qu'à vingt-quatre ans.

L'empereur ne s'en tient pas là. Son discours a pour objet non seulement la composition du personnel judiciaire, mais encore la réforme d'un abus qui s'est manifesté dans la procédure criminelle. Il propose au Sénat de prendre des mesures contre les accusateurs de mauvaise foi qui intentent des actions criminelles et s'abstiennent de les faire juger. Les juges seront tenus de prononcer leur sentence dans un certain délai. Ainsi les accusateurs ne pourront plus s'éloigner, *peregrinari*, en laissant les accusés dans l'embarras, avec leurs noms inscrits sur l'*album. in albo pendentes*. Au reste les uns et les autres y trouveront également leur compte; les premiers se rendront moins odieux et les seconds pourront quitter la tenue de deuil que leur impose l'accusation en suspens. A l'expiration du délai le préteur mettra l'accusateur en demeure de se présenter, et si cette sommation reste sans effet, il statuera, en connaissance de cause, en déclarant que la partie poursuivante paraît avoir renoncé à son action.

La fin de l'*oratio* est très curieuse, l'Empereur appelle le Sénat à son aide. Si le moyen proposé paraît insuffisant, qu'on en cherche d'autres. Au besoin, qu'on prenne du temps pour réfléchir, seulement il faut absolument que chaque sénateur donne un avis motivé. Il ne suffit pas que les consuls fassent leur rap-

(1) Suétone, *Caligula*, 16.

port, que le consul désigné donne son avis, reproduisant les termes du rapport ; ni que les autres sénateurs se contentent de dire « je suis du même avis » et répètent en quittant la séance « j'ai donné mon avis ». C'est, comme on le voit, une sorte de mercuriale.

COL. I.

Quia..... minores XXV annis gr]ave videtur [q]uinque
 decuriis injungi
 Velim i]d certe face[r]e ut caveatis ne quis
 nisi qu]attuor et vi[gi]oti annorum reciperator
 detur], neque enim[i]nicum est, ut puto, hos
 5 permitti causas] servitutis libertatisque iudicare
 qui vel ad li]tes suas agendas nihil legis Laetoriae
 egeant a]uxilio.
 Ego p]uto P. C. saepe quidem et alias, sed hoc
 maxime tem]pore animadvertisse mirificas
 10 accusatorum] artes, qu[i] s]ubscripto iudicio cum..
(lacune de onze lignes.

COL. II.

ne
 tenuisse causam petitori expediat
 ac ne procedant artes male agentibus. Si
 vobis videtur P. C. decernamus ut, etiam
 prolatis rebus, iis iudicibus necessitas iudicandi
 5 imponatur qui intra rerum [per]agendarum dies
 inchoata iud[i]cia non peregerint. Nec
 defuturas ignoro fraudes monstrose agentibus
 multas, adversus quas excogitavimus, spero,
 remedia; interim hanc praeclusisse
 10 nimium vulgatam omnibus malas lites
 habentibus satis est, nam quidem accu-
 satorum regnum ferre nullo modo possum
 qui, cum apud curiosum consilium inimicos suos
 reos fecerunt, relincunt eos in albo pendentes
 15 et ipsi tanquam nihil egerint peregrinantur,
 cum re[r]um magis natura quam leges [tam
 accusatorem quam reum [iug]ulatum constr[ic-
 tumque h[a]beat. Adiuvabunt] quidem hoc
 a nobis] propositum accusa[to]rum et reorum
 20 del[i]ciae, q[ui]a min[u]s invidio[s]um sit eorum
 tale factum qui jam sq[ua]lorem sumere
 barbam[qu]e et capillum [su]mmittere

COL. III.

Sua caussa quo magis miserab[i]lis [sit
fastidi[e]nt, sed vide[bun]t[ur]..... super]bia...
data inst[r]umen[tu]m

5 *deux lignes illisibles.*

faciam[u]s praetori p[ro]testatem] inquisiti[s
di[e]bus [voc]andi acc[us]atorem], et si neq[ue] a
d[er]it neque] excusa[bitur] p[ro]nuntiet c[og]nita
caussa negotium r[em]isisse r[eo] videri....

10 Haec P. C. si vobis placen[t] pal]am signi]ficata
simpliciter et ex anim[i] vestri] sentent[ia], sin
displicent alia reper[it]e, sed hic in[tra]
templum, remedia, au[t, si ad]cogitandum [nunc
vultis s[u]mere tem[p]us, [sumit]e laxi s[patii]
15 dum qu[ocu]mque loci [rogati] fueritis, [in eo
mem[iner]itis vobis di[cendam]esse sen[tentiam].
Minime enim de[lere] lice[t] P. C. m[onita]
hujus [o]r[atio]nis. Hic u[tique] t[ut]um non est
consule[m] designatum [con]scriptam e
20 relati[on]e consulum a[d ver]bum dicere
senten[tia]m, ceteros u[num] hoc] verbum dic[ere]
« adse[n]ti[or] », deinde [cum ab]ierint « dix[i] »

COL. I. — *Ligne 1.* — Restitution de Mitteis.

Ligne 3. — Blass lit *minor*. Mitteis combat cette restitution. En lisant *nisi* on obtient le même sens, mais avec une construction plus régulière. Il reste à expliquer toutefois pourquoi l'Empereur admet l'âge de vingt-quatre ans, alors que le bénéfice de la loi Plaetoria pouvait être invoqué jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, c'est peut-être un moyen terme, une concession faite à la demande du Sénat, qui s'efforçait de pourvoir aux besoins du service judiciaire en portant sur la liste un plus grand nombre de noms.

Ligne 5. — Les éditeurs de Berlin restituent *prohiberi*. Mais si l'on adopte *nisi* à la ligne 3, il est préférable de lire ici *permitteri*.

Lignes 6 et 7. — Les mineurs de XXV ans peuvent invoquer le bénéfice de la loi Plaetoria jusqu'au jour où ils ont vingt-cinq ans accomplis, mais cette ressource leur est moins nécessaire à mesure qu'ils deviennent plus âgés. On peut présumer

qu'après vingt-quatre ans accomplis ils n'en useront plus.

Ligne 8. — Après avoir parlé de l'augmentation du nombre des juges, l'Empereur passe aux moyens de prévenir les lenteurs de la justice.

COL. II. — Le texte de cette colonne est assez bien conservé, ou relativement facile à restituer. Les restitutions des lignes 16-17 sont de Mitteis et de Hirschfeld.

COL. III. — *Ligne 1.* — Gradenwitz *est*.

Ligne 2. — G. *fastidiunt*.

Il nous paraît inutile d'indiquer ici les restitutions proposées par les éditeurs de Berlin. A part celles qui se bornent à deux ou trois lettres, elles sont en général insuffisantes et ne donnent même aucun sens. Celles que nous proposons nous paraissent au moins probables et permettent de suivre le raisonnement de l'Empereur.

II.

La seconde pièce que nous reproduisons ici est une autre *oratio* d'un empereur romain. Il parle de l'édit de son père, c'est-à-dire de la pièce transcrite plus haut, et ajoute (ligne 8) que l'abus à corriger a existé *per multos annos*. La première *oratio* étant de Claude, la seconde doit être de Néron, et c'est peut-être de là qu'est sorti le sénatus-consulte Turpillien (61 ap. J.-C.).

L'édit de Claude avait fixé le délai de comparution des parties devant le Conseil de l'Empereur. Il donnait 6 mois aux parties domiciliées en Italie, un an aux autres. Néron propose de porter ces délais, le premier à 9 mois, le second à un an et six mois quand il s'agira de causes capitales.

A

Exemplum edicti

« In multis bene factis consultisque divi parentis mei id quoque iure nobis praedicandum pu[t]o [q]uod causas quae a[d] principalem notionem [vel] provocatae vel [rem]issae fuissen[t i]mposita quada[m nec]essitate a[udi]enda[s es]se pers[p]exit, ne [aut] prob[i] h[o]mines

[c]onflictar[e]ntur di[ut]ina mor[a], aut call[id]iores fructu[m
ca]pere
[ali]quem p[ro]rahendo litem [aucu]paren[tu]r; quod [c]um
animadver
[ti]sset jam per multos annos evenire, e[di]xit salubriter praefini-
[tis] tempor[ibus] intra quae, [c]um [ex p]rovinciis [a]d a[gend]um
veni-
10 [r]ent utra[que] [pa]rtes, ne disce[de]rent priusqu[am] ad disceptan-
[du]m i[n]ter se cois[sent], se[d] etiam scirent fore u[t al]tera parte
audi-
ta ser[v]aret[ur] sententia aut [secundu]m p[rae]sente[m] pronun-
tiantia
[retur, sin vero] neut[er] litiga[n]tium adfuisset, ex[cid]ere tum
ea[s]
[lites ex] ordine cognitionu[m] officii nostri, e[t] mee[re]ules id jam
15 [dudum] ob[stinendum] fuit [cu]m [it]a praescripto ejus edi[c]ti satis
super
q[ue] tempo[ris] quasi conive[n]tibus nobis tra[n]scurrerint.

deux lignes illisibles.

s in Italia q[ui]dem..] edi[xit]....

t sex menses, t[ran]salpinis

[et transmarinis] a annum, qui nis[i] adfuerint vel
[defensi fuerint] querelae eorum noscantur

B

scient fore ut stetur sententiae et acc[us]atores
ad petendam paenam iure cogantur, sed quoniam
capitale[s] causae aliquid a[u]x[il]ium conctationis ad-
mittun[t, e]t accusatoribus et rei[s] in It[a]lia qu[i]dem
5 novem [me]nses dabuntur, t[ran]salpinis autem et trans-
marinis annus et sex menses, intra quos, nisi a[n]te
adfuer[in]t, fore jam nu[n]c sciant ut cu[m] prosecu-
toribus [v]eneant, quod n[e]que grave n[e]que durum
videri potest si tam prol[i]xum tempus i[n]d[u]lserim,
10 et opinor qui aliqua di[gn]itate cens[er]i po[ss]unt
tanto [magis v]idere ut so[lli]citi [sint e]t iis quae praecepta
sunt ma[t]urato obsequantur, cu[m] praesentes repu-
tent interesse hones[t]atis suae ut quam primum
molestia careant; appella[t]iones vero quae ad magis-
15 tratus et sacerdotia et alios honores pertinebunt
habe[n]t formam tem[po]ris sui set ea [q]uae quae sunt
er rump umqu ... [a]d notion[em]

A

Ligne 3. — Pap. *notionem...*

Ligne 4. — A...*enda.*

Ligne 7. — *Litem..paren..r.* — Mommsen lit *aucuparentur.*

Ligne 9. — *Tempribus intra que. um*

Ligne 10. — Pap. *venirent.* — Mitteis *venissent*

Ligne 11. — Dnm *i.....ctis...se.....*

Lignes 13 et 15. — *Retur.... neutrum litigantem adfuisse tex...ere.* Nous suivons ici la leçon de Mitteis.

Ligne 15. — Pap. *fuit...m...ra.* Nous lisons *cum ita*

Ligne 21. — Mitteis lit *et transmarinis autem*

Lignes 21 et 22. — Compléments proposés par Mommsen.

B

Ligne 1. — Pap. *fore et.*

Ligne 2. — Pap. *in re rogatur.* Nous suivons la correction proposée par Mitteis.

Ligne 3. — Pap. *a.x..ium.* — Mommsen propose *partium.* Nous suivons la leçon de Mitteis.

Ligne 6. — A... Nous lisons *ante.*

Lignes 7 et 8. — *Ut cum prosecutoribus veneant.* Veneant est pour veniant (Mommsen), c'est-à-dire qu'au lieu de venir à Rome comme ils voudront et librement, les plaideurs seront confiés à des *prosecutores* qui les conduiront et les surveilleront.

Ligne 9. — Pap. *potes iis.*

Ligne 10. — Pap. *di...itate cens.....s*

Ligne 11. — Pap. *tanto.....idere...solliciti...ut.* — Mitteis lit : *tanto magis debent solliciti esse ut*

Ligne 12. — Pap. *praesentem.*

III.

La troisième pièce est un fragment d'un édit d'Auguste sur les privilèges des vétérans.

Cum Manius Valens veteranus ex [ac]tor recitasse ait
partem edi[c]ti hoc quod infra scriptum est : Imp. Caesar

[D]ivi filius, trium[v]ir rei publicae, consul ter, dicit : Visum
[est] edicendum mi[hi] vete[ra]nis dare om[nibu]s ut tributis
[exemp]ti. ...

Lacune.

ipsis, parentibu[s, lib]erisque eorum e[t uxo]ribus qui sunt qui
que erunt im[mu]nitatem omnium rerum d[a]re, utique
10 optimo iure Octaviae legis cives romani sint, immunes
sunto, liberi[onere mi]litiae, muneribusque publicis fu[ng-
end]i vacat[i]o esto, in [quavi]s tribu suprascripta suffragium
fe[rendi] c[e]nsendi [que] potestas esto, et si a[b]sentes voluerint
ce[n]seri [da]tur, quod [quo]que iis qui suprascripti sun[t] ipsis,
[parentes
15 co]n[iu]ges liberis q[ue] eorum; item que[pecu]llium veterani
imm[u]ne et int[actum] semper] esse volui; quae [iura,] quae sa-
[cerdotia
do]tia, qu[o]sque hon[or]es, quaeque praemia [b]eneficia commoda
habuerunt item ut habeant, utantur, fruanturque permit[to, i
te]m invitis iis neq[ue] magistr[at]us cete[ros] neque laegatum
20 neque procuratorem [ne]que em[p]torem t[ri]butorum esse
p[lace]t neq[ue] in domo eorum divertendi em[e]ndique causa m[ini-
mam] rem [ull]am deduci place[t]

Le vétérân Manius Valens, *exactor tributorum*, receveur des contributions, a donné lecture au tribunal de l'édit d'Auguste qui accorde aux vétérâns certains privilèges et notamment l'exemption de tout impôt. Une copie de cet édit a été alors déposée au greffe du tribunal et c'est sans doute cette copie qui nous a été conservée. Elle est écrite avec une grande négligence, par un scribe peu versé dans la langue latine. On y trouve des mots passés ou répétés ou défigurés contrairement aux règles de la déclinaison. La restitution de ce texte est donc forcément plus conjecturale que celle des textes précédents.

Ligne 1. — Le papyrus donne *ex...ter*.

Lignes 6-7. — *Qui se[cum]que erunt.* — Nous adoptons la correction de Mommsen.

Ligne 10. — *Pap. opt. amo. e.* — Nous lisons Octaviae. La loi *Octavia frumentaria* réglait les distributions de blé aux citoyens romains.

Lignes 14-15. — *Pap. parentes, conjuges.* — Il faut lire *parentibus, conjugibus*.

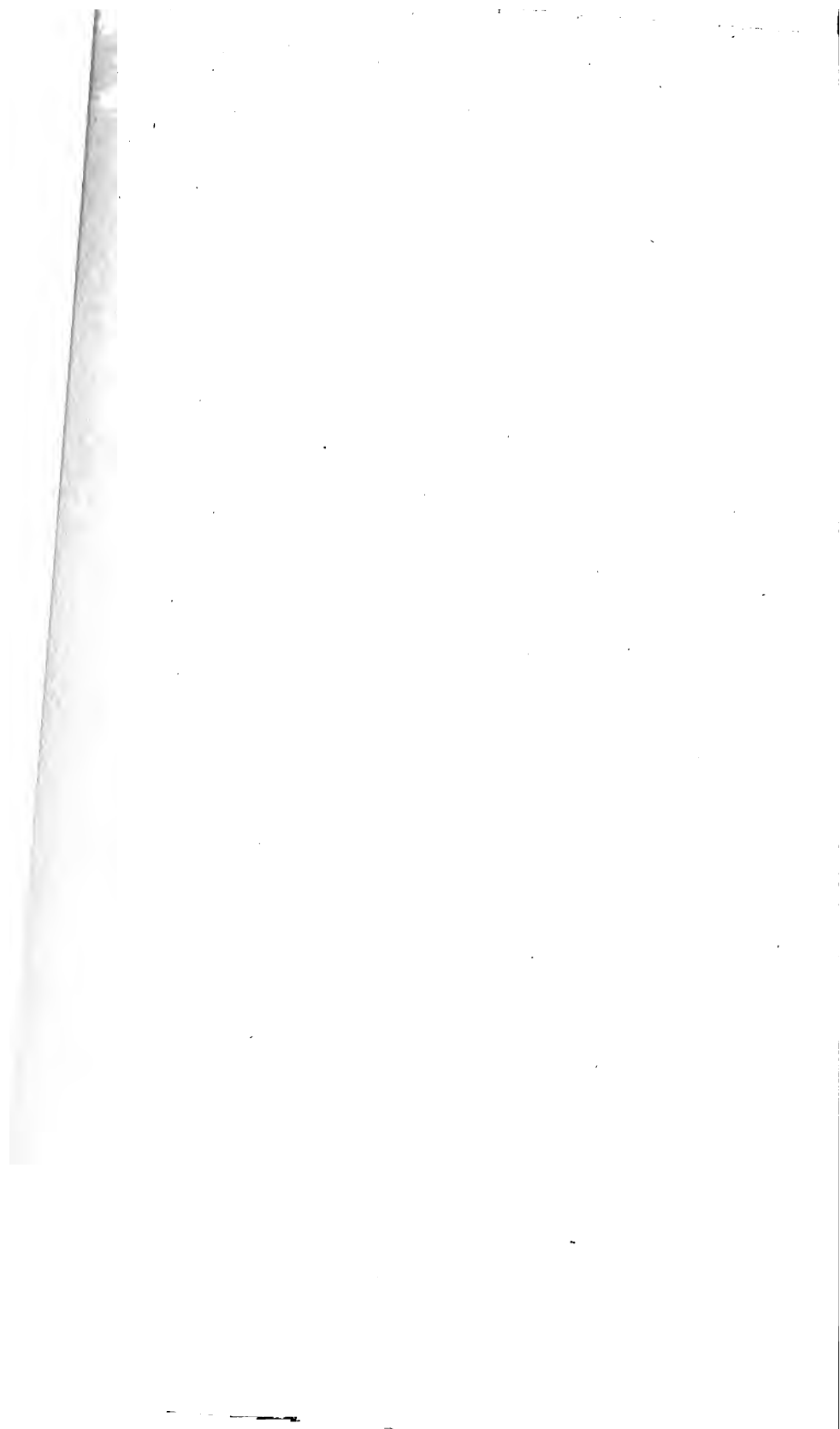
Ligne 15. — Pap. *u...mtum*. Les deux lettres pointées sont douteuses, on peut donc conjecturer *peculium*.

Ligne 16. — Pap. *imm. ne. es in t et a...* Nous conjecturons *immune et intactum semper*.

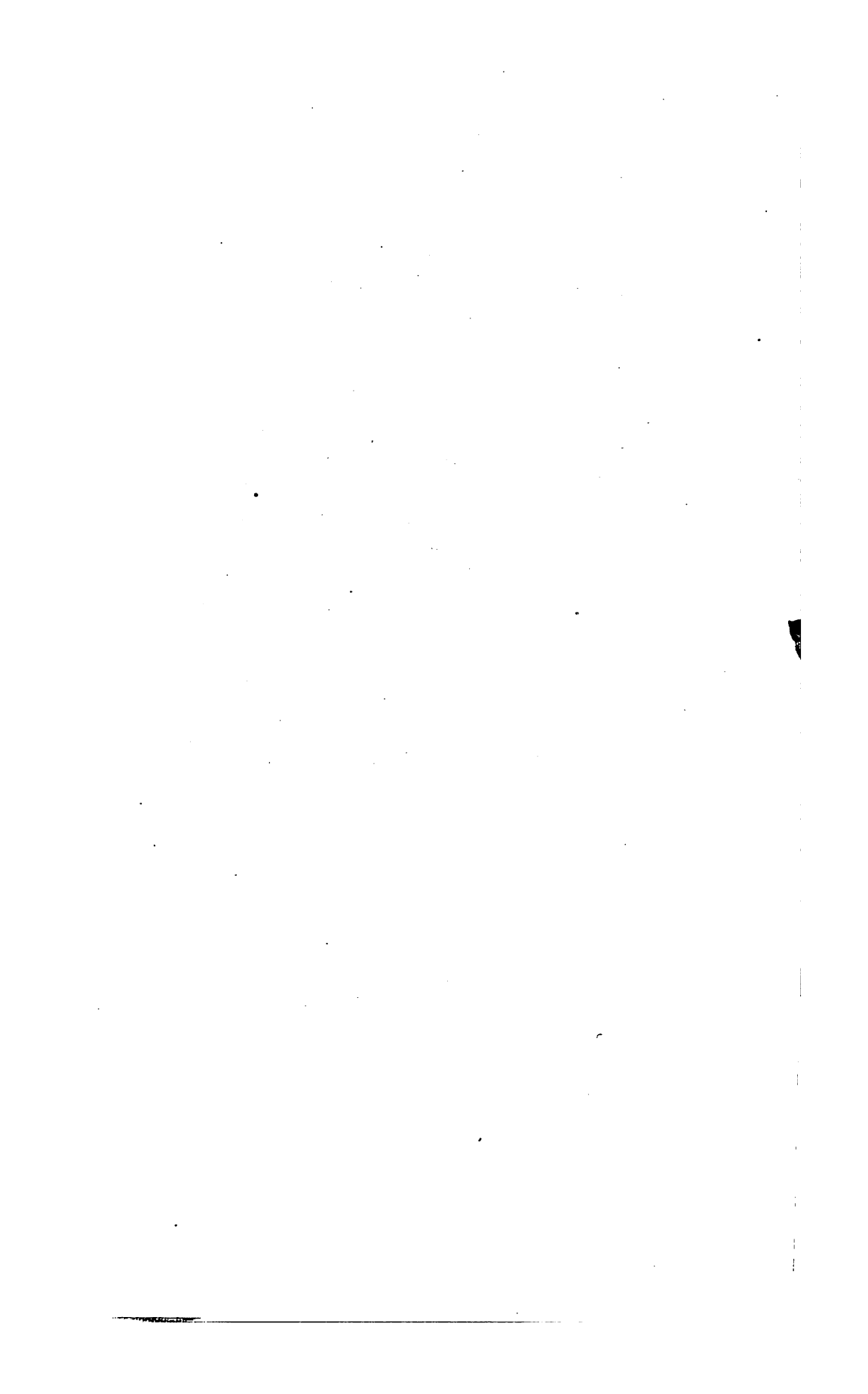
Ligne 17. — *Dotiā* est une répétition barrée sur le papyrus.

Lignes 18-19. — Pap. *permit..i..o*. Nous lisons *permitto, item*.

Lignes 21-22. — Pap. *place* pour *placet*. — *Causamque...*
rem quem detuci...







NOUVELLE REVUE HISTORIQUE

DE

DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM.

Rodolphe DARESTE

Membre de l'Institut,
Conseiller à la Cour de Cassation.

Adhémar ESMEIN

Professeur à la Faculté de droit de Paris,
Directeur-adjoint à l'École pratique
des Hautes-Études

Marcel FOURNIER

Agrégé à la Faculté de droit de Caen
Archiviste-Paléographe.

Joseph TARDIF

Docteur en droit,
Archiviste-Paléographe.
Avocat à la Cour d'appel de Paris.

Georges APPERT

Docteur en droit, Secrétaire de la Rédaction.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS : MM.

Ch. Appleton, professeur à la Faculté de droit de Lyon ; — **F. Aubert**, archiviste-paléographe ; — **d'Arbois de Jubainville**, membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; — **Audibert**, professeur à la Faculté de droit de Lyon ; — **Beauchet**, professeur à la Faculté de droit de Nancy ; — **Beaudouin**, professeur à la Faculté de droit de Grenoble ; — **Brunner**, professeur à l'Université de Berlin ; — **Brutails**, archiviste-paléographe ; — **Chénou**, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris ; — **Cug**, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris ; — **Callémer**, doyen de la Faculté de droit de Lyon ; — **Duguil**, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux ; — **Engelhart**, ministre plénipotentiaire ; — **Paul Fournier**, professeur à la Faculté de droit de Grenoble ; — **Gaudenzi**, professeur à l'Université de Bologne ; — **Gauckler**, professeur agrégé à la Faculté de droit de Caen ; — **Gérardin**, professeur à la Faculté de droit de Paris ; — **Girard**, professeur à la Faculté de droit de Paris ; — **Giasson**, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris ; — **P. Gulhiermoz**, archiviste-paléographe ; — **Hauriou**, professeur à la Faculté de droit de Toulouse ; — **Jobbé-Duval**, professeur à la Faculté de droit de Paris ; — **Maxime Kovalevsky**, professeur à l'Université de Moscou ; — **Leseur**, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris ; — **May**, professeur à la Faculté de droit de Nancy ; — **Mortet**, archiviste-paléographe ; — **Planiol**, professeur à la Faculté de droit de Paris ; — **Le Politevin**, professeur adjoint à la Faculté de droit de Paris ; — **Pols**, professeur à l'Université d'Utrecht ; — **Prou**, archiviste-paléographe, attaché à la Bibliothèque nationale ; — **Alphonse Rivier**, professeur à l'Université de Bruxelles ; — **Saeflès**, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris ; — **Tanon**, président à la Cour de Cassation ; — **Héron de Villefosse**, membre de l'Institut ; — **Paul Viollet**, membre de l'Institut.

Cette revue paraît tous les deux mois par livraisons de 10 feuilles environ et forme chaque année un beau volume in-8° de mille pages.

Les vingt-deux premiers volumes parus (1877 à 1898) avec les Tables de la *Revue de Législation* et de la *Nouvelle Revue historique* (1870-1885), 1 brochure..... 220 fr.

Chaque volume se vend séparément : 15 fr., sauf les 6 derniers qui coûtent chacun 18 fr.

Les Tables seules..... 3 fr.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL :

Pour la FRANCE... 18 fr. — Pour l'ÉTRANGER 19 fr.

BAR-LE-DUC. — IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE.





